



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗΣ 22 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
**235**

## ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

### ΝΟΜΟΙ

N. 202. Περὶ κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 21 Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφέντος μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως.....	1
N. 203. Περὶ διαδικασίας κατανομῆς, διαθέσεως καὶ δικαιολογήσεως δαπανῶν τοῦ Ὑπουργείου Δημοσίας Τάξεως, ἐνεργουμένων κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 455/1945.....	2
N. 204. Περὶ ἔφαρμογῆς τῆς παραγγ. 1 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Α.Ν. 1838/1951 καὶ ἐπὶ τῆς ὑδρεύσεως τῆς περιοχῆς Θεσσαλονίκης.....	3
N. 205. Περὶ ἐντάξεως περιοχῆς εἰς τὸ Πνευματικὸν Κέντρον Ἀθηνῶν.....	4

### ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

713. Περὶ συστάσεως θέσεων Διοικητικοῦ καὶ ἐπὶ συμβάσει Ἰειρικοῦ Δικαίου ἀριστου χρόνου Προσωπικοῦ παρὰ τῷ Πανεπιστημίῳ Ἀθηνῶν.....	5
714. Περὶ συστάσεως Σώματος Ἐκλεκτόρων πρὸς πλήρωσιν τῶν ἔδρων τῶν Πανεπιστημίων Θράκης καὶ Κρήτης.....	6
715. Περὶ ἰδρύσεως Κλινικῆς καὶ συστάσεως θέσεων Βοηθητικοῦ Διδακτικοῦ Προσωπικοῦ παρὰ τῇ ἔδρᾳ τῆς Ὀδοντογαθικῆς Χειρουργικῆς τῆς Ὀδοντιατρικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης.....	7
716. Περὶ ἀντικαταστάσεως τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ ἀπὸ 13/15. 6.1957 Β. Δ/τος «περὶ ἰδρύσεως Ἐπικουρικοῦ Ταμείου Χωροφυλακῆς».....	8

### ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Περὶ τροποποιήσεως τῆς ἀπὸ 14 Ιανουαρίου 1970 ὑπογραφείσης Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Ἐταιρείας «ΑΝΩΝΥΜΟΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟ·Ι·ΟΝΤΩΝ ΚΑΙ ΛΙΠΑΣΜΑΤΩΝ», διὰ τὴν ἐπέκτασιν τῶν ἐγκαταστάσεων τοῦ ἐν Δραπετσώνι Πειραιῶς ἐργοστάσιον τῆς.....	9
---	---

## ΝΟΜΟΙ

(1)

### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 202

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 21 Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφέντος μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως.

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψῆφισμανο: ὅμορώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:  
"Αρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἵσχυν Νόμου, ἀφ' οὗ ὑπεγράφη, τὴν 21ην Φεβρουαρίου 1975, τὸ μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας «Πρωτόκολλον Χρηματοδοτήσεως».

Τὸ κατὰ τὴν προτροπούμενην παράγραφον κείμενον τοῦ Ἑλληνογαλλικοῦ «Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως» ἐν πρωτότυπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν δημοσιεύεται παρὰ πόδας τοῦ παρόντος νόμου.

"Αρθρον Δεύτερον.

«Ἡ ἵσχυς τοῦ παρόντος ἀρχεται: ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

«Ο παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σῆμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ως νόμος τοῦ Κράτους.

·Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Οκτωβρίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΙΣΜΟΥ

**ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

**ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ**

·Ἐνθεωρίθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους οφραγή.

·Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Οκτωβρίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**

## PROTOCOLE FINANCIER

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Française.

Au moment où ils renforcent les liens traditionnels d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays, le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole financier.

### Article 1

#### — Montant et objet des concours financiers.

Le Gouvernement français consent au Gouvernement hellénique des facilités de crédit d'un montant maximum de CENT VINGT CINQ MILLIONS DE FRANCS (125 MF) pour financer :

— dans la limite d'un montant maximum global de QUARANTE CINQ MILLIONS DE FRANCS (45 MF), l'achat en France de biens d'équipement français agréés par les deux parties et figurant sur la liste indicative annexée au présent protocole ;

— pour le solde, l'achat en France de biens et services français destinés à la réalisation de projets industriels agréés par les deux parties et correspondant aux secteurs économiques qui figurent sur la liste indicative annexée au présent protocole.

Ces concours financiers prennent la forme :

— de prêts du Trésor public français d'un montant maximum de VINGT CINQ MILLIONS DE FRANCS (25 MF) ;

— de crédits privés d'un montant maximum de CENT MILLIONS DE FRANCS (100 MF) garantis par l'Etat français.

### Article 2

#### — Mécanisme d'utilisation des concours financiers.

Le financement des projets figurant en annexe est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor, d'une part, des crédits privés garantis, d'autre part.

a) Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor français est fixé à VINGT POUR CENT (20 %) du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français.

b) l'utilisation des prêts du Trésor public français est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français, qui seront donc égaux à VINGT POUR CENT (20 %) du montant des biens et services d'origine française. Le montant des acomptes versés à la commande devra être égal à 10 % au moins du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus.

c) les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projets à concurrence de QUATRE VINGT POUR CENT (80 %) de la part rapatriable.

### Article 3

#### — Modalités et conditions des facilités de crédits.

a) Les prêts du Trésor portent intérêt à TROIS ET DEMI POUR CENT (3, 1/2%) sur le montant restant dû et sont amortissables en QUINZE ans (15), en VINGT CINQ (25) semestrialités égales et successives à l'issue d'un différé d'amortissement de TRENTE (30) mois.

b) Les intérêts courront à partir de la date de chaque tirage et sont liquidés et payés à la fin de chaque semestre.

c) Une convention d'application entre la Banque de Grèce agissant pour le compte du Gouvernement hellénique et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français, précisera les modalités d'utilisation et de remboursement des prêts du Trésor français.

d) Les crédits privés garantis seront amortis :

— pour ce qui concerne les projets industriels, en VINGT (20) semestrialités égales et successives à compter des livraisons d'équipement ou de la mise en service des installations, selon les stipulations du contrat commercial ou de la convention bancaire ;

— pour ce qui concerne les biens d'équipement, en DIX (10) semestrialités égales et successives à compter des livraisons.

Le contrat commercial ou la convention bancaire fixeront également les taux d'intérêt de ces crédits, qui seront les taux usuels des crédits de l'espèce. Ces crédits seront garantis par la Banque de Grèce.

e) La monnaie de compte et de paiement utilisée est le franc français.

### Article 4.

#### Délai de mise en oeuvre.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1, les contrats particuliers passés avec les fournisseurs français devront être conclus au plus tard le 31 juillet 1976. Ils devront atteindre un montant minimum de DIX MILLIONS DE FRANCS (10 MF) pour les projets industriels et de UN (1) MILLION DE FRANCS pour les biens d'équipement.

Aucun tirage sur le prêt du Trésor ouvert par le présent Protocole ne pourra intervenir postérieurement au 31 juillet 1978.

Ces dates-limites pourront être prorogées d'un commun accord entre les administrations hellénique et française.

### Article 5.

#### Modalités d'imputation.

L'imputation sur le présent protocole des contrats afférents aux projets industriels et aux biens d'équipement visés à l'article 1er sera décidée par échange de lettres entre le service compétent du Ministère de la Coordination et de la Planification et le Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à ATHENES, agissant sur délégation des autorités françaises compétentes.

La même procédure d'échange de lettres pourra modifier la liste indicative annexée au présent protocole.

### Article 6.

#### Transport et assurance.

Les contrats financés au titre du présent protocole sont facturées au prix F.O.B.; toutefois, dans le cas où le transport serait effectué par un navire battant pavillon français et l'assurance contractée auprès d'une compagnie française, le financement du frêt et de l'assurance pourrait être assuré dans les proportions visées à l'article 1 ci-dessus, par utilisation du prêt du Trésor et des crédits privés garantis.

### Article 7.

#### Entrée en application.

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Athènes, le 21 Février 1975  
(en double exemplaire)

Pour le Gouvernement de la Pour le Gouvernement de la  
République hellénique, République française  
Grégoire VARFIS Jean-Yves HABERER

**LISTE INDICATIVE DES SECTEURS DE L'ECONOMIE HELLENIQUE ET DES BIENS D'EQUIPEMENT POUVANT BENEFICIER DU FINANCEMENT PAR LES CREDITS OUVERTS PAR LE PROTOCOLE**

1. Secteurs dont relèvent les projets industriels visés à l'article 1.

- construction navale
- épuration des eaux
- télécommunications
- équipements d'hôpitaux complets
- unités de production pour les industries agricoles et alimentaires
- ateliers complets pour l'industrie sidérurgique
- production et distribution d'électricité.

2. Biens d'équipement :

- machines-outils
- équipements et matériel agricoles
- matériel et machines pour les industries alimentaires
- matériel de radiologie et matériel chirurgical
- matériel destiné à la recherche scientifique et médicale
- matériel de climatisation industrielle
- matériel destiné aux chemins de fer (matériel de traction, matériel de télécommunications et de signalisation, machines et équipement de levage pour les ateliers d'entretien).
- matériel lourd de travaux publics (excavatrices, pelleteuses).

**ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ**

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Κατά την στιγμήν κατά την οποίαν ένισχυνται οι έξι παραπέδεις δεσμοί φιλίας και συνεργασίας, οι όποιοι ένωνται τὰς δύο χώρας, αἱ κυβερνήσεις Γαλλίας καὶ Ελλάδος συνεφώνησαν όπως συνάψουν τὸ παρόν πρωτόκολλον χρηματοδοτήσεως.

"Αρθρον 1.

Ποσόν καὶ ἀντικείμενον τῆς οἰκονομικῆς θοηθείας.

Η Γαλλική Κυβέρνησις παραχωρεῖ εἰς τὴν Ελληνικὴν Κυβέρνησιν πιστωτικὰ διευκολύνσεις μέχρις 125 ἑκ. γαλλικῶν φράγκων πρὸς χρηματοδότησιν:

— τῆς ἐκ Γαλλίας προμηθείας γχλικῶν κεφαλαιουχικῶν ἔχοντων τῆς ἐγκρίσεως ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, ὅλικῆς ἀξίας μεχρι: 45 ἑκ. φράγκων, ὡς ἀνταγράφονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρόν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα.

— διὰ τοῦ ὑπολοίπου, τῆς ἐκ Γαλλίας προμηθείας ἀγαθῶν καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν γαλλικῆς προελεύσεως προοριζομένων διὰ τὴν πραγματοποίησιν διεμηχανικῶν ἔργων τῆς ἐγκρίσεως ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, ἀντιστοιχούντων εἰς οἰκονομικοὺς τομεῖς, οἱ όποιοι ἐμφαίνονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρόν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα.

'Η ἐν λόγῳ οἰκονομικὴ θοήθεια λαμβάνει τὴν μορφὴν:

— Δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου ὑψους μέχρις 25 ἑκ. φράγκων.

— Ἰδιωτικῶν πιστώσεων ὑψους μέχρις 100 ἑκ. φράγκων ἡγεμόνων ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου.

"Αρθρον 2.

Μηχανισμὸς χρηματοποιήσεως τῆς οἰκονομικῆς θοηθείας.

Η χρηματοδότησις τῶν ἔργων, ὡς ταῦτα ἐμφαίνονται εἰς τὸ συνημμένον παράρτημα, ἐξασφαλίζεται διὰ τῆς ἀπὸ κοινοῦ χρηματοποιήσεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου ἀφέντος, καὶ τῶν ἡγεμόνων ἴδιωτικῶν πιστώσεων ἀφέτερου.

α) Τὸ ὑψος τῶν τραπηκτικῶν δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου καθορίζεται εἰς 20% τοῦ ἐπαναπατριστέου εἰς Γαλλίαν ποσοῦ ἐπὶ παραγγελῶν ἀγαθῶν καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

β) Τὸ προσὸν τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου προορίζεται διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν καταβάλλομένων εἰς γάλλους προμηθευτὰς προκαταβολῶν, αἱ δόσεις θὰ εἰναι ἵσαι πρὸς τὸ 20% τῆς ἀξίας τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν γαλλικῆς προελεύσεως. Τὸ ποσὸν τῶν καταβάλλομένων προκαταβολῶν κατὰ τὴν παραγγελίαν πρέπει νὰ ἴσουπαι μὲ τὸ 10% ταύλαχιστον τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον α' ποσοῦ.

γ) Αἱ ἡγεμόνεις ἴδιωτικαι πιστώσεις καλύπτουν τὸ ὑπόλοιπον τῆς χρηματοδότησεως ἔργων μέχρι συμπληρώσεως τοῦ 80% τοῦ ἐπαναπατριστέου τιμήματος.

"Αρθρον 3.

Διαδικασία καὶ δρος χρηματοποιήσεως τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

α) Τὰ δάνεια τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου φέρουν τόκον 3,5% ἐπὶ τοῦ ἐκάστου ὀφειλομένου ὑπολοίπου καὶ εἰναι ἐξοφλητέα ἐντὸς 15 ἑτῶν εἰς 25 (εἰκοσι πέντε) ἵσαι διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίς δόσεις, καταβλητές μετὰ τὴν παρέλευσην τριακοντατρήνου περιόδου χόριτος.

β) Οἱ τόκοι ὑπολογίζονται ἀπὸ τῆς ήμερομηνίας ἐκάστης τημηματικῆς ἀναλήψεως, ἐκκαθαρίζονται δὲ καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ τέλος ἐκάστου ἐξαμήνου.

γ) Σύμβασις ἐφαρμογῆς μεταξύ τοῦ GREDIT NATIONAL, ἐνεργοῦντος διὰ λογαριασμὸν τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Τραπέζης τῆς Ελλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Ελληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ καθορίζῃ τὴν διαδικασίαν χρηματοποιήσεως καὶ ἐξοφλήσεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου.

δ) Αἱ ἡγεμόνεις ἴδιωτικαι πιστώσεις θὰ ἐξοφλοῦνται: —εἰς δ.τι ἀφορᾶ τὴν χρηματοδότησιν διεμηχανικῶν ἔργων, εἰς 20 ἵσαι καὶ διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίς δόσεις, ἀρχομένας ἀπὸ τὴν παραδόσεως τοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν ἐγκαταστάσεων, συμφώνως πρὸς τοὺς δρούς τῆς ἐμπορικῆς συμφωνίας ἢ τῆς τραπεζικῆς συμβάσεως.

—εἰς δ.τι ἀφορᾶ τὰ κεφαλαιουχικὰ ἀγαθά, εἰς 10 ἵσαι καὶ διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίς δόσεις, ἀρχομένας ἀπὸ τῆς ήμερομηνίας παραδόσεως.

Η ἐμπορικὴ συμφωνία ἢ ἡ τραπεζικὴ σύμβασις θὰ καθορίζῃ ὥστε τὰ ἐπιτόκια τῶν πιστώσεων χύτων, τὰ ὅποια θὰ εἰναι τὰ συνήδημα διὰ πιστώσεις τοῦ εἶδους τούτου. Αἱ πιστώσεις αὗται θὰ εἰναι ἡγεμόνεις ὑπὸ τῆς Τραπέζης τῆς Ελλάδος.

ε) Νόμισμα τῶν λογαριασμῶν καὶ πληρωμῶν εἰναι τὸ γαλλικὸν φράγκον.

"Αρθρον 4.

Προθεσμία θέσεως εἰς λειτουργίαν.

Πρὸς ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀντλήσεως τῶν ἐν ἀρθρῷ 1 καθορίζομένων πιστώσεων, τὰ κατ' ἴδιαν συμβόλαια μετὰ τῶν

γάλλων προμηθευτῶν πρέπει νὰ ἔχουν συναφθῆ τὸ δραδύτερον μέχρι: τῆς 31ης Ιουλίου 1976, νὰ ἀνέρχονται δὲ τούλαχιστον εἰς τὸ πασὸν τῶν 10 ἑκ. φράγκων διὰ ἓ:ομηχανικὰ ἔργα καὶ 1 ἑκ. φράγκων διὰ κεφαλαιουχικὰ ἄγαθά.

Οὐδεμία ἀνάληψις ἐκ τοῦ δανείου τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου τοῦ χορηγουμένου διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ μετὰ τὴν 31ην Ιουλίου 1978.

Αἱ ἐν λόγῳ προδεσμίαι: δὰ δύνανται νὰ παραταθοῦν κατόπιν κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ γαλλικοῦ καὶ ἑλληνικοῦ Δημοσίου.

#### Άρθρον 5.

Τρόπος ὑπαγγῆτος εἰς τὸ Πρωτόκολλον.

Ἡ ὑπαγγὴ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συμβολαίων ἀναρρομένων εἰς διομηχανικὰ ἔργα καὶ κεφαλαιουχικὰ ἄγαθά. ὡς προθλέπεται ἐν ἅρθρῳ 1, δὰ ἀποφασίζεται δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Ἐμπορικοῦ Συμβούλου τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας ἐν Ἀθήναις, ἐνεργούντος διὰ λογαριασμὸν τῶν ἀρμοδίων γαλλικῶν ἀρχῶν καὶ τῆς ἀρμοδίας ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ.

Διὰ τῆς κατανομῆς διαδικασίας ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν δύναται νὰ τροποποιηθῇ καὶ ὁ συνημμένος εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ἔγδεικτικὸς πήναξ.

#### Άρθρον 6.

Μεταφορὰ καὶ Ἀσφάλισις.

Τὰ χρηματοδοτούμενα βάσει τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου συμβόλαια: δὰ τιμολογοῦνται εἰς τιμὰς F.O.B. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἐφ' ὅσον ἡ μεταφορὰ ἡμεῖς πραγματοποιηθῇ διὰ πλοίους ὑπὸ γαλλικὴν σημαίαν καὶ ἡ ἀσφάλισις ὀντατεθῇ εἰς γαλλικὴν ἑταῖρον, ἡ χρηματοδότησις τοῦ ναύλου καὶ τῶν ἀσφαλίστρων δὰ ἡδύνατο νὰ ἐξασφαλισθῇ κατὰ τὰς ἀναλογίας τὰς διαλαμβανομένας εἰς τὸ ὅτι ἀνά τοῦ ἅρθρον 1, διὰ τῆς γρηγοριούσιος τοῦ δανείου τοῦ γαλλικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν ἀγγελιμένων ἴδιωτικῶν πιστώσεων.

#### Άρθρον 7.

Ἐναρξἴες ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον τίθεται ἐν ισχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς τοῦ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Φεβρουαρίου 1975

(εἰς διπλοῦν)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς

Γαλλικῆς Δημοκρατίας

Γαλλικῆς Δημοκρατίας

JEAN—YVES HABERER

GREGOIRE VARFIS

ΠΙΝΑΞ ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΟΣ ΤΩΝ ΤΟΜΕΩΝ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΚΕΦΑΛΑΙΟΥΧΙΚΩΝ ΑΓΑΘΩΝ ΔΥΝΑΜΕΝΩΝ ΝΑ ΕΙΠΩΦΕΛΗΘΟΥΝ ΤΗΣ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ ΔΙΑ ΙΙΙΣΤΩΣΕΩΝ ΑΝΟΙΓΟΜΕΝΩΝ ΔΥΝΑΜΕΙ ΤΟΥ ΠΑΡΟΝΤΟΣ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ

1. Τομεῖς εἰς τοὺς ὅποιους ἀναφέρονται: τὴν εἰς τὸ ἅρθρον I διαλαμβανούμενα διομηχανικὰ ἔργα:

- γαυπηγῆσις
- καθαρισμὸς ὑδάτων
- τηλεπικοινωνία:
- πλήρης ἐξοπλισμὸς νοσοκομειῶν μονάδων
- μονάδες παραγωγῆς διὰ διομηχανίας ἀγροτικῶν προϊόντων καὶ εἰδῶν διατροφῆς
- πλήρη ἐργαστήρια σιδηροδρομηχανίας
- παραγωγὴ καὶ διανομὴ ἥλεκτρικῆς ἐνέργειας.

#### 2. Κεφαλαιουχικὰ ἄγαθά:

- ἐργαλειομηχανία
- γεωργικὰ μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς
- μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς διομηχανίας τροφίμων
- ἀκτινολογικὰ μηχανήματα καὶ χειρουργικὰ ἔργαλεῖα
- μηχανήματα προοριζόμενα δι' ἐπιστημονικὴν καὶ ιατρικὴν ἔρευναν
- μηχανήματα κλιματισμοῦ διομηχανικῶν ἔγκαταστάσεων
- μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς διὰ σιδηροδρόμου (μηχαναὶ ἔλξεως, τηλεπικοινωνίας ακόντινης, συστήματα σηματοδοτήσεως, ἀνύψωτῆρες συνεργείων)
- διάφορα μηχανήματα δημοσίων ἔργων (ἐνσκαφεῖς, μηχανικὰ πτύα).

(2)

#### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 203

Περὶ τῆς διαδικασίας κατανομῆς, διαθέσεως καὶ δικαιολογήσεως δαπανῶν τοῦ Ὑπουργείου Δημοσίας Τάξεως, ἐνεργούμενων κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ A.N. 455/1945.

#### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισμένοι ὄμοφωνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

#### Άρθρον 1.

1. Η κατανομή, διάμεσις καὶ δικαιοιολόγησις τῆς κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ A.N. 455/1945 ἐγγραφομένης εἰς τὸν Προϋπολογισμὸν ἔξθιδων τοῦ Ὑπουργείου Δημοσίας Τάξεως εἰδικῆς πιστώσεως δι' ἐκτάκτους διαπάντας δημοσίας ἀσφαλίσιας, γίνεται ἐφεξῆς δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Δημοσίας Τάξεως.

2. Διὰ τῆς αὐτῆς ἀποφάσεως καθορίζονται ἐπίσης τὰ ὄργανα εἰς τὰ ὅποια ἀνατίθεται ἡ ἀρμοδιότης τῆς ἐντολῆς καὶ ἐγκρίσεως τῶν δαπανῶν τούτων, τὰ κατὰ περίπτωσιν ἀπαιτούμενα δικαιοιογητικὰ ὡς καὶ πᾶσα ἄλλη ἀναγκαία διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος λεπτομέρεια.

#### Άρθρον 2.

Ἡ ισχὺς τοῦ παρόντος ἀρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως του διὰ τῆς Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ο παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιεύθητω διὰ τῆς Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Οκτωβρίου 1975

#### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΣΟΛΩΝ ΓΚΙΚΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐιέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Οκτωβρίου 1975

#### Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(3)

#### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 204

Περὶ ἐφαρμογῆς τῆς παραγο. I τοῦ ἅρθρου 5 τοῦ A.N. 1838/51 καὶ ἐπὶ τῆς ὑδρεύσεως τῆς περιοχῆς Θεσσαλονίκης.

#### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισμένοι ὄμοφωνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

#### Άρθρον 1.

Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἅρθρου 5 τοῦ A.N. 1838/1951 «περὶ ἐκτελέσεως τῶν ἔργων Ὑδρεύσεως Αθηνῶν—Πειραιῶς—Πειριχώρων» ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῆς ὑδρεύσεως τῆς περιοχῆς Θεσσαλονίκης.

"Αρθρον 2.

Η ίσχυς του παρόντος άρχεται από την δημοσιεύσεως του διὰ της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως.

Ο παρών νόμος ψηφισθείσες υπό την Βουλής και παρ' Ήμων στήμερον κυρωθείσες, δημοσιευθήτω διὰ της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως και έκτελεσθήτω ώς νόμος του Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΙΣΜΟΥ  
**ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ**

ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ

**ΧΡΙΣΤΟΦΟΡΟΣ ΣΤΡΑΤΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους οφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Ὀκτωβρίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**

(4)

**ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 205**

Περὶ ἐντάξεως λευκοχῆς εἰς τὸ Πνευματικὸν Κέντρον  
Ἀθηνῶν.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισθέντος: θώματος μετά της Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

"Αρθρον 1.

1. Η ἐντὸς τοῦ ἔγκειων σχεδίου της πόλεως Ἀθηνῶν περιοχὴ ή περιλαμβανομένη, μεταξὺ τῶν ὁδῶν Βασιλίσσης Σαρίας, Λαζαρίτης, τοῦ πρὸς νότον ὄρθιον τοῦ Νοσοκομείου Παλαιμακοῦ Ναυτικοῦ καὶ τοῦ ἀνατολικοῦ ὄρθιον τοῦ Νοσηθευτικοῦ Ἰδρύματος τοῦ Μετοχικοῦ Ταμείου Στρατοῦ μέχρι της λεωφόρου Βασιλίσσης Σοφίας, ἐντάσσεται εἰς τὸ κατὰ τὸ Ν.Δ. 1122/1972 «Πνευματικὸν Κέντρον Ἀθηνῶν», ἐντὸς δὲ ταύτης, πλὴν τοῦ ἡδη ὑπάρχοντος μνημείου, ἐπιτρέπεται μόνον ἡ ἀνέγερσις τοῦ ὑπὸ της ὑπὸ ἀριθ. 179/1956 Πράξεως τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου, τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. 3700/1957 προβλεπομένου Μεγάρου Μουσικῆς τοῦ Συλλόγου «οἱ Φίλοι τῆς Μουσικῆς».

2. Η πολεοδομικὴ διαρθρωσις τῆς περιοχῆς, ἡ θέσις ἐν αὐτῇ τῷ κατὰ τὴν προηγουμένην παράρρηψον κτιρίου, οἱ ὅροι διοικήσεως καὶ τὸ ἀνώτατον ὑψοῖς αὐτοῦ, κατ' ἐξάρτεσιν ἀπὸ πάσης ἀλλητηρίας καὶ ἡ διεμόρφωσις τοῦ ὑπολοίπου κύρων εἰς κῶρον προσίνου ἡ ἀκάλυπτον τοιοῦτον καθορίζονται διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Υπουργοῦ Δημοσίων Εργών. Διὰ τοῦ αὐτοῦ Π. Δ/τος δύναται νὰ καταργήσῃ δοῦν ὑφιστάμεναι ἐντὸς τῆς περιοχῆς ὅδοι καὶ νὰ καθορίσῃ πᾶσα ἐν γένει συναφῆς λεπτομέρεια.

3. Ἐπὶ τῆς κατὰ τὴν παράρρηψον 1 τοῦ παρόντος περιοχῆς ἐφαρμόζονται απαλλαγὴ αἱ διατάξεις τοῦ Ν. Δ/τος 1122/72 «περὶ τροποποίησεως, συμπληρώσεως καὶ καθιεποίησεως τῶν περὶ Πνευματικοῦ Κέντρου Ἀθηνῶν διατάξεων» ἵδια δὲ αἱ τῶν ἄρθρων 3 ἔως καὶ 7 αὐτοῦ. Η ὑπὸ τῶν διατάξεων τούτων προβλεπομένη, ἀνταλλαχὴ ἐφαρμόζεται καὶ ἐπὶ ἀκινήτων ἀνηράντων εἰς ἴδιά τας, ἐπιτρέπομένης καὶ τῆς ἐξαγορᾶς τῶν ἐπὶ τῶν ἀκινήτων τούτων κτισμάτων.

"Αρθρον 2.

Ἐπὸν ὑπὸ τῆς κατὰ τὴν παρ. 2 τοῦ προηγουμένου ἄρθρου πολεοδομικῆς διαρθρώσεως προκριμῆται πρὸς ἀνέγερσιν τοῦ Μεγάρου Μουσικῆς θέσις διάφορας τῆς θέσεως τοῦ πρὸς τούτο παραχωρηθέντος εἰς τὸν Σύλλογον «οἱ Φίλοι τῆς Μουσικῆς» ἀκινήτου η ἀπλῆ μετατόπισις τῆς θέσεως τοῦ κτιρίου, δύναται ἀντὶ τοῦ παραχωρηθέντος η τμήματος αὐτοῦ, γὰ παραχωρηθῆ ἀνευ ἀνταλλάγματος ἐντὸς τῆς περιοχῆς ἔτερον τοιοῦτον ὥστε νὰ δύναται γὰ καταστῆ δυνατή η εἰς τὴν προχριμῆσαν παραχωρηθέντη ταύτην θέσιν ἀνέγερσις τοῦ Μεγάρου τούτου.

Ἡ παραχωρησις γίνεται διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσεις τῶν Υπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Δημοσίων Εργών προτάσεις της ὑπὸ τοῦ Συλλόγου «οἱ Φίλοι τῆς Μουσικῆς» ἀνεγέρσεως τοῦ Μεγάρου μέχρι της 31 Δεκεμβρίου 1979. Μέχρι της ἡμερομηνίας ταύτης παρατείγεται καὶ ἡ κατὰ τὸ ἄρθρον 1 τοῦ Ν.Δ. 1324/1972 λήγουσα τὴν 31 Δεκεμβρίου 1975 ἀντίστοιχος προθεσμία διὰ τὸ ἡδη παραχωρηθέντεν ἀκίνητον. Διὰ τὴν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος παραχωρησιν ἡ ἀρσιν τῆς γενικότερης παραχωρήσεως ἐφαρμόζονται καὶ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Ν.Δ. 1122/1972.

"Αρθρον 3.

Ἡ ίσχυς τοῦ παρόντος ἀρχεται απὸ της διὰ της Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως δημοσιεύσεως του.

Ο παρών νόμος ψηφισθείσες υπὸ της Βουλῆς καὶ παρ' Ήμων στήμερον κυρωθείσες, δημοσιευθήτω διὰ της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως καὶ ἔκτελεσθήτω ώς νόμος του Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

**ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΑΛΕΤΟΓΑΛΟΥ**

ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ

**ΧΡΙΣΤΟΦΟΡΟΣ ΣΤΡΑΤΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους οφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Ὀκτωβρίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**

**ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ**

(5)

**ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 713**

Περὶ συστάσεως θέσεων Διοικητικοῦ καὶ ἐπὶ συμβάσει Ιδιωτικοῦ Δικαίου ἀρίστου χρόνου Προσωπικοῦ παρὰ τῷ Πανεπιστημίῳ Ἀθηνῶν.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντες ὑπὸ δύψει: 1) Τὰς διατάξεις α) τοῦ ἄρθρου 31 (παρ. 3 καὶ 4) τοῦ Ν.Δ. 3974/1959 «περὶ τροποποίησεως καὶ συμπληρώσεως τῶν περὶ τῶν Ανωτάτων Ἐκπαιδευτικῶν Ιδρυμάτων ισχυουσῶν διατάξεων» β) 2, 3 καὶ 5 τοῦ Ν.Δ. 216/74 «περὶ συστάσεως Υπουργείου Προεδρίας Κυβερνήσεως». 2) τὴν γνώμην τῆς Συγκλήτου (συνεδρία 25.7.72 καὶ 24.6.74) τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν, 3) τὴν ὑπὸ ἀριθ. 687/1975 γνωμοδότησον τοῦ Συμβουλίου τῆς Επικρατείας, προτάσει τῶν Ημετέρων Υπουργῶν Προεδρίας Κυβερνήσεως, Οἰκονομικῶν καὶ Εθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ἀποφασίζομεν:

"Αρθρον 1.

Αἱ ὑφιστάμεναι θέσεις τῶν κάτωθι Κλάδων Προσωπικοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν προσαυξανόμεναι κατὰ ἑκατὸν ἐξήκοντα δύο (162) ἀναδιαρθροῦται διὰ τὴν 80-

A' Κατηγορία.

A1 Κλάδος Διοικητικός.

Μία (1) θέσις ἐπὶ βαθμῷ 1ω

Ἐπτά (7) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 3ω-2ω

Εἴκοσι μία (21) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 5ω-4ω

Ἐξήκοντα τρεῖς (63) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 8ω-6ω

A2 Κλάδος Οἰκονομικός.

Τέσσαρες (4) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 3ω-2ω

Όκτω (8) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 5ω-4ω

Τριάκοντα δύο (32) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 8ω-6ω

- A3 Κλάδος Ιερέως.  
 Μία (1) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 5ω-3ω.  
 A12 Κλάδος Γεωπόνου.  
 Μία (1) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 5ω-4ω  
 Μία (1) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 7ω-6ω

## B' Κατηγορία.

- B1 Κλάδος Διοικητικός.  
 Τέσσαρες (4) θέσεις ἐπὶ βαθμῷ 4ω.  
 Δώδεκα (12) θέσεις ἐπὶ βαθμῷ 5ω.  
 'Εκατὸν δύοδικοντα (180) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 10ω-6ω.  
 Κλάδος Νοσοκόμων.  
 "Εξ (6) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 10ω-6ω.

## Γ' Κατηγορία.

- G1 Κλάδος Κλητήρων.  
 'Εννέα (9) θέσεις ἐπὶ βαθμῷ 8ω.  
 'Εκατὸν (100) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 12ω-9ω.  
 G3 Κλάδος Φυλάκων.  
 Mία (1) θέσεις ἐπὶ βαθμῷ 8ω.  
 Είκοσι (20) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 12ω-9ω.  
 G4 Κλάδος Θυρωρῶν.  
 Mία (1) θέσεις ἐπὶ βαθμῷ 8ω.  
 'Οκτώ (8) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 12ω-9ω.  
 G7 Κλάδος Οδηγῶν Ανελκυστήρων.  
 Mία (1) θέσεις ἐπὶ βαθμῷ 8ω.  
 Τέσσαρες (4) θέσεις ἐπὶ βαθμοῖς 12ω-9ω.

'Αρθρον 2.

1. Συνιστῶνται αἱ κάτωθι νέαι τακτικαὶ θέσεις Προσωπικοῦ ἐπὶ συμβάσει Ιδιωτικοῦ Δικαίου ἀορίστου χρόνου, διεπόμεναι ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ Ν.Δ. 1198/1972 καὶ 385/69 :

α) Δύο (2) θέσεις Αναλυτῶν Προγραμμάτων Ηλεκτρονικῶν Προγραμματιστῶν.

β) Τέσσαρες (4) θέσεις Προγραμματιστῶν Ηλεκτρονικῶν Υπολογιστῶν.

γ) Πέντε (5) θέσεις Κηπουρῶν.

δ) Δέκα πέντε (15) θέσεις Θερμαστῶν.

ε) Τρεῖς (3) θέσεις οδηγῶν αὐτοκινήτων προστιθέμεναι εἰς τὰς διὰ τοῦ ὑπὸ ἀριθ. 253/16-3-1973, Φ.Ε.Κ. 75, τ. Α' Βασιλικοῦ Διατάγματος καθορισθείσας τοιαύτας, ἀνερχομένων ἐν συνόλῳ τῶν θέσεων αὐτῶν εἰς ἔξ (6).

στ) Εβδομήκοντα δώκτω (78) θέσεις Καθαριστριῶν ἐπὶ ἡμεραμισθίω ἢ ὥρομισθίω προστιθέμεναι εἰς τὰς ὑφισταμένας τοιαύτας καὶ ἀνερχομένων ἐν συνόλῳ τῶν θέσεων αὐτῶν εἰς ἑκατὸν ἔξήκοντα (160).

2. Εἰδικὰ τυπικὰ προσόντα διορισμοῦ εἰς τὰς ἀνωτέρω θέσεις δορίζονται :

α) Διὰ τὰς θέσεις Αναλυτῶν Προγραμμάτων Ηλεκτρονικῶν Προγραμματιστῶν, πτυχίον Ανωτάτης Σχολῆς τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἀνεγνωρισμένου ὡς διμοταγοῦς Ιδρύματος τῆς ἀλλοδαπῆς καὶ πτυχίον ἢ δίπλωμα Σχολῆς Αναλυτῶν Προγραμματιστῶν τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἀλλοδαπῆς.

β) Διὰ τὰς θέσεις Προγραμματιστῶν Ηλεκτρονικῶν Υπολογιστῶν, πτυχίον Ανωτάτης Σχολῆς τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἀνεγνωρισμένου ὡς διμοταγοῦς Ιδρύματος τῆς ἀλλοδαπῆς καὶ πιστοποιητικὸν μετεκπαιδεύσεως ἐπὶ ἓν (1) τούλαγχιστον ἐκπαιδευτικὸν ἔτος εἰς τὸν Προγραμματισμὸν Ηλεκτρονικῶν Υπολογιστῶν καὶ τὰ προγράμματα αὐτῶν.

γ) Διὰ τὰς θέσεις Κηπουρῶν ἀπολυτήριον Δημοτικοῦ Σχολείου καὶ σχετικὴ ἐμπειρία.

δ) Διὰ τὰς θέσεις Θερμαστῶν ἀπολυτήριον Δημοτικοῦ Σχολείου καὶ ἀδεια ἀσκήσεως τοῦ ἐπαγγέλματος.

ε) Διὰ τὰς θέσεις τῶν Οδηγῶν Αὐτοκινήτων ἐπαγγελματικὸν δίπλωμα ὁδηγοῦ αὐτοκινήτου καὶ τριετῆς ἀσκησὶς τοῦ ἐπαγγέλματος.

Εἰς τὸν ἐπὶ τῆς Εθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων 'Υπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

'Εν Αθήναις τῇ 13 Οκτωβρίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ**

**ΠΑΝΑΓ. ΖΕΠΟΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

**ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΔΕΒΑΕΤΟΓΑΟΥ**

(6)

**ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 714**

Περὶ συστάσεως Σώματος Εκλεκτόρων πρὸς πλήρωσιν τῶν ἐδρῶν τῶν Πανεπιστημίων Θράκης καὶ Κρήτης.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντες ὑπ' ὅψει α) τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7 (παρ. 4β) τοῦ Ν. Δ/τος 87/1973 «περὶ ἴδρυσεως Πανεπιστημίων εἰς Θράκην καὶ Κρήτην» ὡς αὗται ἀντικατεστάθησαν ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 3 (παρ. 4) τοῦ Ν. Δ/τος 114/1974, β) τὴν παραγρ. 5 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Ν.Δ. 87/1973, γ) τὰς διὰ τῶν ὑπ' ἀριθμ. 303/17-6-74 καὶ 117/75 ἐγγράφων τῶν Επιτροπῶν Διοικήσεως καὶ Οἰκονομικῆς Διαχειρίσεως τῶν Πανεπιστημίων Θράκης καὶ Κρήτης διατυπωθείσας γνώμας (συνεδρία 15-6-74 καὶ 13-3-75 ἀντιστοίχως καὶ δ) τὰς ὑπ' ἀριθμ. 83 καὶ 308/1975 γνώμοδοτήσεις τοῦ Συμβουλίου Επικρατείας, προτάσει τοῦ Ήμετέρου ἐπὶ τῆς Εθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων 'Υπουργοῦ, ἀποφασίζομεν :

"Αρθρον μόνον.

1. Τὸ ὑπὸ τῆς παραγράφου 4β τοῦ Ν. Δ/τος 87/1973 ὡς αὕτη ἀντικατεστάθη ὑπὸ τῆς παραγράφου 4 τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Ν. Δ/τος 114/1974, προβλεπόμενον Σῶμα Εκλεκτόρων πρὸς πλήρωσιν τῶν ἐδρῶν τῶν Πανεπιστημίων Θράκης καὶ Κρήτης συντίθεται ἐξ ἐπτὰ τακτικῶν καθηγητῶν Ανωτάτων Εκπαιδευτικῶν Ιδρυμάτων μετὰ πέντε ἀναπληρωτῶν αὐτῶν, δριζομένων δὲ ἀποφάσεως τοῦ Υπουργοῦ Εθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων μετὰ γνώμην τῆς οἰκείας ἐπιτροπῆς Προσωρινῆς Διοικήσεως καὶ Οἰκονομικῆς Διαχειρίσεως τοῦ Πανεπιστημίου ἀναλόγως τοῦ περιεχομένου τῶν ὑπὸ πλήρωσιν ἐδρῶν.

2. Τακτικοὶ Καθηγηταὶ τυγχάνοντες τακτικὰ μέλη τῆς Επιτροπῆς προσωρινῆς Διοικήσεως καὶ Οἰκονομικῆς Διαχειρίσεως θὰ μετέχουν αὐτοδικαίων τοῦ Σώματος Εκλεκτόρων ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν διτι κατέχουν ἐδραν ἀνάλογον κατὰ περιεχόμενον πρὸς τὴν ὑπὸ πλήρωσιν τοιαύτην.

3. Τοῦ Σώματος τῶν Εκλεκτόρων προεδρεύει τὸ ἐκάστοτε ἀρχαιότερον μέλος αὐτοῦ. Τὸ δόλον ἔργον τῆς γραμματείας ἀσκεῖται ὑπὸ ὑπηρετούντων δργανικῶν ἢ ἐν ἀποσπάσει ὑπαλλήλων τῆς Γραμματείας τῆς Σχολῆς εἰς ἣν ἀνήκει ἢ ὑπὸ πλήρωσιν ἐδρα, δριζομένων ὑπὸ τοῦ Προέδρου.

4. Τὰ πρακτικὰ τῶν συνεδριάσεων τοῦ σώματος καταχωρίζονται εἰς τὸ βιβλίον συνεδριάσεων τῆς Σχολῆς.

5. Επιφυλασσόμενων τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων τοῦ παρόντος Πρ. Δ/τος, διὰ τὰ θέματα προκηρύξεως τῶν ἐδρῶν, διαδικασίας ἐκλογῆς καὶ διορισμοῦ καθηγητῶν τῶν Πανεπιστημίων Θράκης καὶ Κρήτης ἐφαρμόζονται αἱ ἐκάστοτε ἰσχύουσαι διατάξεις τῶν Πανεπιστημίων Θεσσαλονίκης καὶ Αθηνῶν ἀντιστοίχως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Εθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων 'Υπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

'Εν Αθήναις τῇ 11 Οκτωβρίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

**ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΖΕΠΟΣ**



έκπροσωπουμένου ἐν προκειμένῳ, δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ Κωδ. Νόμου 4171/1961 «Περὶ λήψεως γενικῶν μέτρων διὰ τὴν ὑποβοήθησιν τῆς ἀναπτύξεως τῆς Οἰκονομίας τῆς Χώρας», ὡς οὗτος ἴσχυει νῦν τροποποιήθεις, ὑπὸ τοῦ 'Ὕπουργοῦ Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ Παναγιώτου Παπαληγούρα, κτοίκου 'Αθηνῶν καὶ ἀφ' ἔτερου τῆς ἐν 'Αθήναις ἔδρευσθης 'Εταιρείας ὥπερ τὴν ἐπωνυμίαν «ΑΝΩΝΥΜΟΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟ·Ι·ΟΝΤΩΝ ΚΑΙ ΛΙΠΑΣΜΑΤΩΝ» ἔκπροσωπουμένης ἐν προκειμένῳ ὑπὸ τῶν κ.κ. 'Εμμανουὴλ Ζαχαράκη, ὑποδ/ντοῦ αὐτῆς καὶ Νικολάου Δοντοπούλου, τμηματάρχου αὐτῆς. δυνάμει τοῦ ἀπὸ 19 Σεπτεμβρίου 1975 πρακτικοῦ συνεδρίασεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ταύτης, οὗ κεκυρωμένον ἀντίγραφον ἐπισυνάπτεται εἰς τὴν παρούσην, συνεφανήθησαν, συναρμολογήθησαν καὶ ἐγένοντο ἀμοιβαίως ἀποδεκτά τὰ εἰς τὰ ἐπόμενα ἄρθρα 1 - 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅριζόμενα :

Προσίμιον :

Οἱ ὡδε συμβαλλόμενοι λαβόντες ὑπ' ὅψιν :

α) Τὴν ἀπὸ 14 'Ιανουαρίου 1970 ὑπογραφεῖσαν Σύμβασιν μεταξὺ τοῦ 'Ελληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς 'Εταιρείας «ΑΝΩΝΥΜΟΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟ·Ι·ΟΝΤΩΝ ΚΑΙ ΛΙΠΑΣΜΑΤΩΝ» ὡς αὕτη ἐτροποιήθη καὶ συνεπληρώθη διὰ τῶν ἀπὸ 3 'Οκτωβρίου 1970, 11 'Ιανουαρίου 1973 καὶ 9 'Ιανουαρίου 1974 ὁμοίων, διὰ τὴν ὑπ' αὐτῆς πραγματοποίησιν ἐπενδύσεως ἀξίας ἐπτακοσίων εἴκοσιν ἑκατομμυρίων (720.000.000) δραχμῶν, διὰ τὴν ἐπέκτασιν, τὸν ἐκσυγχρονισμὸν καὶ τὴν συμπλήρωσιν τῶν ἐγκαταστάσεων τοῦ ἐν Δραπετσώνῃ ἐργοστασίου τῆς — εἰδικώτερον δὲ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν αὐτῇ περιγραφομένων ἔργων — καὶ τὴν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῆς προκειμένης ἐπενδύσεως τῶν εἰδικῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 1 - 4 τοῦ N. 4171/1961.

β) Τὰς ἀπὸ 26 Νοεμβρίου 1974 καὶ 11 Μαρτίου 1975 αἰτήσεις τῆς 'Εταιρείας «ΑΝΩΝΥΜΟΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟ·Ι·ΟΝΤΩΝ ΚΑΙ ΛΙΠΑΣΜΑΤΩΝ» περὶ τροποποίησεως τῆς ἀπὸ 14 'Ιανουαρίου 1970 Συμβάσεως ὡς αὕτη ἐτροποιήθη διὰ τῶν ἀπὸ 3 'Οκτωβρίου 1970, 11 'Ιανουαρίου 1973 καὶ 9 'Ιανουαρίου 1974 ὁμοίων, ἐπὶ τῷ τέλει αὐξήσεως τοῦ ποσοῦ τῆς ἐγκριθείσης ἐπενδύσεως τῆς κατὰ 97.000.000 δραχμὰς συνεπέιᾳ ἀναπροσαρμογῆς τοῦ κόστους ταύτης (ἀνατιμήσεως νομισμάτων χωρῶν τοποθετήσεως μηχανημάτων, αὐξήσεις ἀμοιβῶν ἀλλοδαπῶν τεχνικῶν συναρμολογήσεως τῶν μονάδων τῶν ἔργων κλπ.).

γ) Τὴν διάταξιν τῆς παραγράφου 7 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ N. Δ. 916/1971 «περὶ τροποποίησεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 4171/1961 Νόμου «περὶ λήψεως γενικῶν μέτρων διὰ τὴν ὑποβοήθησιν τῆς ἀναπτύξεως τῆς Οἰκονομίας τῆς Χώρας».

δ) Τὴν διάταξιν τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ N. 159/1975 «περὶ τροποποίησεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Νόμου 4171/1961 καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων».

ε) Τὰς ἀπὸ 25 Φεβρουαρίου 1975 καὶ 1 'Απριλίου 1975 συμφώνους διὰ τὴν κατάρτισιν τῆς παρούσης Συμβάσεως γνωμοδοτήσεις τῆς 'Επιτροπῆς τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ N.Δ. 2687/1953 (παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Κωδ. Νόμου 4171/1961).

στ) Τὴν ἀπὸ 20 Μαΐου 1975 συμπληρωματικὴν αἵτησιν τῆς 'Εταιρείας «ΑΝΩΝΥΜΟΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟ·Ι·ΟΝΤΩΝ ΚΑΙ ΛΙΠΑΣΜΑΤΩΝ» συμφωνοῦ εἰς τὴν τροποποίησιν καὶ συμπλήρωσιν τῆς ἀπὸ 14 'Ιανουαρίου 1970 Συμβάσεως ὡς ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενεστέρως, ὡς ἀκολούθως :

"Αρθρον 1.

1. Τὰ ἐδάφια α, β καὶ γ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 2 τῆς ἀπὸ 14 'Ιανουαρίου 1970 Συμβάσεως, ὡς ταῦτα ἐτροποποιήθησαν ὑπὸ τῶν ἐδαφίων α, β καὶ γ τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 1 τῆς ἀπὸ 9 'Ιανουαρίου 1974 ὁμοίας, τροποποιοῦνται ὡς ἀκολούθως :

(α) Νέα μονάς θειέκου ὁξέος, δυναμικότης 600 - 720 τόννων ἡμερησίως, δαπάνης δραχμῶν 182.000.000

(β) Μία μονάς παραγωγῆς φωσφορικοῦ ὁξέος δυναμικότητος 160 τόννων ἡμερησίως  $P^2O^5$ , δαπάνης δραχμῶν 140.000.000

(γ) Μία μονάς παραγωγῆς συνθέτων λιπασμάτων, δυναμικότητος 750 τόννων ἡμερησίως εἰς λίπασμα, δαπάνης δραχμῶν 184.000.000

2. Τὸ ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 2 τῆς ἀπὸ 3 'Οκτωβρίου 1970 Συμβάσεως, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 2 τῆς ἀπὸ 9 'Ιανουαρίου 1974 ὁμοίας, δριζόμενον ποσὸν ἐκ διακοσίων εἴκοσιν ἐπτά ἑκατομμυρίων (227.000.000) δραχμῶν, διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν τῇ ἀνωτέρῳ παραγράφῳ 1 περιγραφομένων ἔργων, αὐξάνεται κατὰ εἴκοσιν ἑκατομμύρια (20.000.000) δραχμάς.

3. Τὸ ἐν παραγράφῳ 5 τοῦ ἄρθρου 2 τῆς ἀπὸ 14 'Ιανουαρίου 1970 Συμβάσεως, ὡς αὕτη ἀντικατεστάθη ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 2 τῆς ἀπὸ 3 'Οκτωβρίου 1970 ὁμοίας καὶ ἐτροποποιήθη ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 2 τῆς ἀπὸ 9 'Ιανουαρίου 1974 ὁμοίας, δριζόμενον ποσὸν ἐξ ἐπτακοσίων εἴκοσιν ἑκατομμυρίων (720.000.000) δραχμῶν διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῆς ἐγκριθείσης ἐπενδύσεως, αὐξάνεται κατὰ ἐνενήκοντα ἐπτὰ ἑκατομμύρια (97.000.000) δραχμάς.

"Αρθρον 2.

Αἱ λοιπαὶ διατάξεις τῆς ἀπὸ 14 'Ιανουαρίου 1970 Συμβάσεως ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενεστέρως διὰ τῶν ἀπὸ 3 'Οκτωβρίου 1970, 11 'Ιανουαρίου 1973 καὶ 9 'Ιανουαρίου 1974 δριζόμενων παραμένουν ὡς ἔχουν.

"Αρθρον 3.

'Η παροῦσα Σύμβασις ὑπογράφεται ὡς κάτωθι ὑφ' ὅλων τῶν συμβαλλομένων μερῶν καὶ θὰ ἴσχυῃ ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τῆς εἰς τὴν 'Εφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Οἱ συμβαλλόμενοι:

Διὰ τὸ 'Ελληνικὸν Δημόσιον

'Ο 'Ὕπουργὸς  
Συντονισμοῦ καὶ Προγρ/σμοῦ

ΠΑΝ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

Διὰ τὴν 'Εταιρείαν  
«Αγώνυμος 'Ελληνικὴ 'Εταιρεία Χημικῶν Προϊόντων

καὶ Λιπασμάτων»  
ΕΜΜ. ΖΑΧΑΡΑΚΗΣ  
ΝΙΚ. ΔΟΝΤΟΠΟΥΛΟΣ